

Comptes rendus

R.P. MORGAN, *The German Social Democrats and the First International*, Cambridge University Press, 1965.

« Les choses sont toujours belles lorsqu'elles commencent » : c'est Jeanne d'Arc qui le dit, dans *l'Alouette* de Jean Anouilh. On voit bien la signification d'une telle parole. Pourtant, en examinant de plus près les réalités — combien on risque d'être déçu par l'histoire primitive d'un mouvement comme la Première Internationale !

Voilà bien la réflexion initiale qui vient à l'esprit du lecteur quand il a terminé la lecture de l'ouvrage de R.P. Morgan sur les rapports entre la Social-Démocratie allemande et le « Grand Conseil » de Londres. Entouré d'ennemis de toutes parts, attaqué par les gouvernements qui surestiment son influence, le Socialisme allemand d'entre 1864 et 1872 s'y montre à nous comme un groupement hétérogène, déchiré par des luttes internes (qui ne sont même pas toujours des controverses de doctrine) et incapable d'exercer une influence réelle sur les événements.

Curieux paradoxe : d'un côté, il est sans cesse question ici de grands meetings ouvriers que les différentes sections de l'Internationale réussissent à mettre sur pied, mais, de l'autre, comme les effectifs de l'organisation elle-même demeurent squelettiques ! Visiblement, cette ligue d'individus et de sociétés révolutionnaires, créée à Londres au cours d'une réunion en faveur de la Pologne, fonctionne surtout comme un symbole de la lutte prolétarienne, partout en Europe, plutôt que comme une force organisatrice effective. En effet, on reste bien loin d'une véritable action politique ou syndicale, concertée par-dessus les frontières. Tout au plus, des quêtes sont-elles organisées pour venir en aide aux mouvements de revendication à l'étranger, et on est surpris d'apprendre que la section berlinoise organise... un concert avec bal, en faveur des travailleurs du bâtiment genevois ! On sait par ailleurs le rôle fort restreint que jouèrent les Internationalistes dans la Commune. Mais on sait aussi la panique que suscita ce « spectre », dans les milieux bourgeois. Tout le contraste est là.

L'excellente étude de R.P. Morgan, qui enseigne dans le département des études européennes à la nouvelle université de Sussex (Brighton), repose sur des recherches approfondies et en grande partie de première main. Elle nous semble avoir bien établi certains faits peu ou mal connus : nous aimerions en résumer quelques-uns.

D'abord, la personnalité de Wilhelm Liebknecht ne

sort pas grandie de l'examen. Déjà, en 1913, Bebel et Bernstein avaient cru devoir apporter des coupures sévères dans leur publication de la correspondance entre Marx et Engels, parce que de trop nombreuses lettres montraient en quelle pauvre estime les pères fondateurs du Socialisme scientifique tenaient le chef des Eisenachiens.

Or, Morgan confirme combien les deux célèbres exilés de Londres avaient raison. En réalité, le fougueux Liebknecht était un admirable orateur, mais un piètre homme politique, trop sensible aux impressions.

Socialiste, il refusa jusqu'au dernier moment de rompre avec le Parti Populaire saxon qui ne représentait que la gauche bourgeoise antibismarckienne ; il apparaissait surtout comme passionné par la lutte contre la domination prussienne de l'Allemagne. Impulsif et velléitaire, obligé de vivre de sa plume, il n'était pas toujours maître de ses décisions et, en conséquence, se montrait opportuniste, incapable de vraiment diriger le mouvement ouvrier.

Par contre, et parallèlement, la figure de Johann-Philippe Becker trouve ici une consécration méritée. Certes, lui aussi, changea de camp quelquefois, au cours des querelles intestines. Mais, examiné dans les détails, son apport à l'Internationale apparaît plus considérable qu'on ne l'avait pensé avant le livre de Morgan. De Genève, il entretint une vaste correspondance avec des personnalités allemandes et réussit à grouper un nombre assez impressionnant de sections et d'adhérents, partout en Allemagne.

Sa tragédie fut que d'autres récoltèrent la moisson qu'il avait semée. Le chapitre consacré à ce militant infatigable et finalement vaincu, nous paraît être l'un des plus réussis et des plus neufs de l'ouvrage.

Ensuite, et surtout, on constate que l'idée internationale n'a jamais eu des racines bien profondes dans l'action socialiste de cette période. Certes, nous l'avons dit, l'éveil prolétarien comporta dès sa naissance un sentiment très vif de solidarité universelle. Mais c'était toujours le vieil adage de la Révolution française : « Guerre aux Palais — Paix aux Chaumières » : prise de conscience qui demeura surtout sentimentale. Voilà pour les masses. Quant aux quelques têtes pensantes — Marx et Engels avant tout, mais aussi Becker et Liebknecht — elles baignaient dans une sorte de cosmopolitisme intellectuel, que l'exil avait accentué dans leurs esprits. Parlant plusieurs langues, ayant habité dans différents pays, collaborant à divers journaux en Europe et aux États-Unis, fils spirituels de l'*Aufklärung* européenne, ils se sentaient citoyens d'une république universelle — désormais

révolutionnaire — des idées et des lettres. Entre eux et les militants « de la base », le malentendu devait éclater dès que le mouvement prolétarien allait toucher ces masses dont l'horizon réel demeura national.

De ces deux conceptions si différentes — la cosmopolite et la sentimentale — seule la deuxième allait mordre sur la psychologie ouvrière, sans pourtant réussir à se cristalliser en action concrète. En réalité, la naissance de partis socialistes solidement organisés dans leurs pays respectifs, devait graduellement donner le pas aux préoccupations nationales.

Becker fut la première victime de cette évolution, mais Marx et Engels eurent, eux aussi, à en supporter les conséquences. Sans doute, restèrent-ils toujours des patriarches vénérés, et les militants leur vouaient une immense gratitude, pour avoir prouvé « scientifiquement » que le Socialisme était l'avenir. Cependant, malgré leur prestige personnel, ils ne réussirent jamais à éliminer l'influence de Ferdinand Lassalle, qu'ils méprisaient, et contre qui aucune insinuation, aucune injure (même antisémite) ne leur parut jamais trop violente. En plus, ils critiquèrent avec âpreté les programmes successifs élaborés par les socialistes allemands, mais ceux-ci n'en tinrent aucun compte. Devant la démocratisation nationale progressive du mouvement ouvrier, les émigrés de l'ancien type, les « 48-er » cosmopolites, étaient sans armes.

Est-ce à dire qu'en Allemagne, l'Internationale n'a jamais représenté qu'une valeur purement symbolique ? Certains l'ont cru : Franz Borkenau par exemple. Pourtant, le livre de Morgan montre d'une façon convaincante que cette conclusion est exagérée. En effet, dans la lutte pénible à laquelle se sont livrées les différentes fractions du mouvement socialiste allemand de cette période, tout le monde s'est efforcé de monopoliser pour lui la bénédiction de l'Internationale, donc celle de Marx... qui les jugeait tous sévèrement. C'est dire que cet appui avait son poids politique.

Ainsi, Becker d'abord tâcha de se faire passer pour le seul fondé de pouvoir de « Londres », en suscitant des sympathies et des activités par correspondance. De même, Schweitzer, le successeur direct de Lassalle, se rapprocha de Marx, chaque fois qu'il sentait en danger sa position, soit dans son organisation elle-même, soit dans la lutte fratricide entre celle-ci et d'autres groupes. Quant à Liebknecht, il avait l'avantage d'avoir vécu à Londres pendant plusieurs années et de connaître personnellement l'auteur du *Capital* ; cela n'empêche pas que ce contact connu des éclipses et que le maître se méfiait trop des capacités politiques de « Wilhelm », pour jamais lui confier la responsabilité exclusive de l'action internationale en Allemagne. Bref, au cours de ces querelles, personne ne fut jamais réellement « investi », mais tous prétendaient l'être.

En rétrospective, Liebknecht devait gagner. Son nom, bientôt accouplé avec celui de Bebel, devint le symbole de la jeune Socialdémocratie allemande, avec toutes ses prétentions d'orthodoxie marxiste. Mais cela, personne ne pouvait le savoir, au moins avant la guerre de 1870. D'ailleurs, fait paradoxal : l'expansion indus-

trielle allemande — sans laquelle l'ascension du prolétariat socialiste eût été inconcevable — était en grande partie l'œuvre de Bismarck... alors que, justement, personne ne haïssait celui-ci aussi implacablement que Liebknecht... Particulariste convaincu, il combattait la prussification de l'Allemagne, de toutes ses forces — en attendant d'en voir profiter son S.P.D., le parti le moins particulariste de tous.

Lorsque la guerre franco-prussienne éclata, les socialistes allemands y virent d'abord une provocation napoléonienne. Mais ils n'oubliaient pas l'avenir. Selon eux, une fois abattu l'empereur des Français, une Allemagne mieux protégée, plus prospère et plus libre devait se constituer. Et dans le manifeste du comité de Brunswick, caractéristique de l'état d'esprit général chez les Eisenachiens, les deux phrases finales doivent être méditées : « Vive l'Allemagne ! Vive la lutte internationale du Proletariat ! ».

L'Allemagne venait donc d'abord. C'était logique. C'était d'ailleurs ce qu'avait prévu Lassalle lorsqu'il s'était rapproché de Bismarck. Mais c'était en même temps un premier pas sur la route qui devait mener à l'Union Sacrée de 1914. Certes, Bebel eut encore l'insigne courage de protester en plein *Reichstag* contre la continuation du massacre après la capitulation de Sedan et l'instauration de la Troisième République. Certes, il y protesta à nouveau contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine. Il s'y éleva aussi contre la répression de la Commune. Mais il en fut durement puni, car les premières élections allemandes d'après-guerre ressemblèrent à celles qui, en 1919, devaient donner naissance à des chambres « khaki », « grigio verde » et « bleu horizon ». Tous les députés socialistes mordirent la poussière, à l'exception du seul Bebel. A l'horizon, le *Sozialistengesetz* se profilait déjà, cette législation autoritaire qui bientôt allait mettre la S.P.D. hors la loi.

En résumé : une fois terminée l'ère des premières semences idéologiques, l'action socialiste allait se confiner essentiellement dans les différents Etats nationaux. La deuxième Internationale, elle, ne sera plus animée par des émigrés cosmopolites, mais par des délégués nationaux dûment mandatés. En conséquence, elle ne sera jamais qu'une Société des Nations partisane, une ligue sans pouvoirs et sans autorité réelle. Inévitablement, elle devait incarner de plus en plus un socialisme parlementaire et national. Par contre, en 1919, le Komintern allait prétendre revenir au vieil « Internationalisme prolétarien » de Marx et d'Engels... avec cette différence cependant que Lénine et Staline ne seront plus, alors, des théoriciens en exil, mais des chefs d'Etat. Le Socialisme réformiste, par contre, s'était de plus en plus nationalisé.

Le livre de R.P. Morgan permet de mieux comprendre cette évolution ; il constitue un apport précieux à nos connaissances et à notre compréhension du Socialisme à ses débuts.

H. Brugmans.

★

Adrien ROBINET de CLERY, *Histoire de France 1789-1963*, 226 p. plus annexes. Max Hueber Verlag, München, 1965.

Périlleuse entreprise que de présenter l'histoire de France, de la Révolution à la période actuelle, sur quelque 200 pages en évitant tout à la fois les tentations de la froide chronique et les pièges de la polémique ! En tenant cette gageure, l'ouvrage de M. Robinet de Clery permet au grand public — particulièrement au public non français puisqu'il est édité à Munich — de situer dans leur contexte historique certains événements de la vie politique française dont les implications sont aujourd'hui si lourdes de conséquences pour l'Europe et le monde. D'une façon générale, l'instabilité institutionnelle qui constitue, si l'on peut dire, l'une des constantes de l'histoire française depuis la Révolution, s'explique sans doute par la tradition centralisatrice héritée de l'Ancien régime, laquelle provoque une usure anormale du Pouvoir, tenu pour responsable de tout, et finalement la désaffection populaire pour le système politique en vigueur. Tel fut le cas, en particulier, pour le régime d'assemblée que pratiquait la IV^e République.

Quant au pouvoir gaulliste, l'auteur fait ressortir les analogies qu'il présente avec celui du maréchal Pétain, en ce qui concerne notamment l'orchestration de la propagande officielle. Mais plus encore qu'au

régime de Vichy, c'est à la monarchie de Louis XIV que s'apparente la V^e République par les mobiles de prestige et de grandeur nationale inspirant sa politique étrangère. La V^e République débouchera-t-elle sur une organisation purement autoritaire, à l'instar de la « Révolution nationale » ou bien sur une restauration de la royauté ? Dans sa conclusion, l'auteur paraît ne pas exclure une combinaison de ces deux hypothèses : « Avec la personnalisation du pouvoir, glisse-t-on nécessairement vers le parti unique, comme à Tunis, au Caire et à Moscou ? Parmi les « dauphins » possibles du Chef actuel de l'Etat, on parle du prétendant au trône de France, le comte de Paris. Dans une déclaration faite à ce sujet, Alain Peyrefitte, ministre de l'Information, n'a pas nié la chose. Il a souligné qu'il s'agirait, simplement, de la succession du Général de Gaulle à la Présidence de la République, et non pas du rétablissement de la monarchie en France. Est-ce vraisemblable ? » A la vérité, rien n'est plus invraisemblable dans un pays dominé par les partisans inconditionnels d'un homme, aussi prestigieux soit-il, mais dont nul ne peut se flatter de connaître les desseins. C'est ce qu'illustre de façon significative la série de points d'interrogation appliqués aux problèmes les plus fondamentaux de l'avenir immédiat de la France, par lesquels s'achève l'ouvrage de M. Robinet de Clery, dont l'objectivité n'est jamais en défaut.

Ivo Rens.

